

Le BAROMÈTRE

OBSERVATOIRE

Cetelem

2023

CONSCIENCE DE CRISES



—
Une étude européenne
réalisée dans 15 pays

OBSERVATOIRE
Cetelem

SOMMAIRE

- 1 DÉMORALISATION GÉNÉRALE P. 04
- 2 INFLATION ET POUVOIR D'ACHAT : LES EUROPÉENS ENCAISSENT LE CHOC P. 08
- 3 L'ÉPARGNE RÉGRESSE, LA CONSOMMATION RÉSISTE P. 14
- 4 PÉNURIES : L'ÉNERGIE AU CŒUR DES CRAINTES P. 19

MÉTHODOLOGIE



Les terrains de l'enquête consommateurs **quantitative** ont été conduits par Harris Interactive **du 3 au 16 novembre 2022 dans 15 pays d'Europe** : Allemagne (DE), Autriche (AT), Belgique (BE), Bulgarie (BG), Espagne (ES), France (FR), Hongrie (HU), Italie (IT), Pologne (PL), Portugal (PT), République tchèque (CZ), Roumanie (RO), Royaume-Uni (UK), Slovaquie (SK) et Suède (SE).

Au total, **14 200 personnes** ont été interrogées en ligne (mode de recueil CAWI). Ces personnes âgées de 18 à 75 ans sont issues d'échantillons nationaux représentatifs de chaque pays.

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, région d'habitation et niveau de revenus/CSP). 3 000 interviews ont été réalisées en France et 800 dans chacun des autres pays.

AVANT-PROPOS

Alors que le précédent Baromètre Cetelem 2022 de la consommation enregistrait des scores quant à la situation du pays et la situation personnelle jamais atteints depuis son origine, il était aussi porteur de vents contraires avec notamment un frémissement d'inflation qui commençait à inquiéter. Pour autant, il n'était pas encore question de parler de crise, tout au plus de symptômes qui pouvaient ou non être d'une certaine gravité.

Avec le retour brutal de l'inflation – du jamais vu depuis près de 40 ans – dopée par la guerre en Ukraine, les Européens doivent apprendre désormais à vivre avec des hausses de prix à deux chiffres. Les prix de l'énergie ont explosé bien avant le 24 février 2022, premier jour de la guerre en Ukraine. Les difficultés d'approvisionnement en gaz ou en électricité ont fait revenir dans le débat économique le mot pénurie

qui en avait été exclu depuis longtemps. Les conséquences du réchauffement climatique, avec notamment de fortes sécheresses et de grandes inondations, a mis à mal la production de denrées de base. La croissance mondiale est passée de 6 % en 2021 à 3,2 % en 2022, avec 2,7 % attendus pour 2023. Le profil de croissance le plus morose depuis la crise financière mondiale de 2008-2009 et le pic du Covid-19.

La zone euro est quant à elle proche de la récession avec un petit 0,3 point de croissance prévu pour 2023, contre 3,1 en 2022 et 5,2 en 2021. Symboles de cette récession à venir, le Royaume-Uni, et peut-être l'Allemagne, devraient connaître un chiffre de croissance négatif. Dans un tel contexte de crises plurielles, il était logique de voir le Baromètre Cetelem se teinter de couleurs sombres. Les résultats de cette étude viennent le confirmer (**Fig. 1**).

Fig. 1 / Contexte

Évolution du PIB dans chaque pays (€ constants)

	2018	2019	2020	2021	2022*	2023**	2024**
Allemagne	1%	1,1%	-3,7%	2,6%	1,4%	-0,6%	1,7%
Autriche	2,4%	1,5%	-6,5%	4,6%	4,6%	0,3%	1,1%
Belgique	1,8%	2,2%	-5,4%	6,2%	2,8%	0,2%	1,5%
Bulgarie	2,7%	4%	-4%	7,6%	3,1%	1,1%	2,4%
Espagne	2,3%	2%	-11,3%	5,5%	4,3%	0,5%	1,7%
France	1,9%	1,8%	-7,8%	6,8%	2,6%	0,4%	1,5%
Hongrie	5,4%	4,9%	-4,5%	7,1%	5,5%	0,1%	2,6%
Italie	0,9%	0,5%	-9%	6,7%	3,4%	0,4%	1,6%
Pologne	5,9%	4,4%	-2%	6,8%	4%	0,7%	2,6%
Portugal	2,8%	2,7%	-8,3%	5,5%	6,3%	2,6%	2%
Rép. tchèque	3,2%	3%	-5,5%	3,5%	2,5%	0,1%	1,8%
Roumanie	6%	3,9%	-3,7%	5,1%	5,8%	1,8%	2,2%
Royaume-Uni	1,7%	1,6%	-11%	7,5%	4,2%	-0,9%	0,9%
Slovaquie	4%	2,5%	-3,4%	3%	1,9%	0,9%	1,9%
Suède	2%	2%	-2,2%	5,1%	2,9%	-0,6%	0,8%
UE 27	2,1%	1,8%	-5,7%	5,4%	3,1%	0,3%	1,5%

Source : Eurostat. * Estimation C-Ways. ** Prévisions C-Ways à partir de BNP Paribas et Commission Européenne

1 DÉMORALISATION GÉNÉRALE

L'an dernier, nous avons quitté des Européens presque euphoriques, qui n'avaient jamais vu la situation de leur pays et leur situation personnelle sous un aussi beau jour. La note donnée à la première repassait au-dessus de la moyenne pour s'établir à 5,4 points. La seconde était record avec un rayonnant 6,2 pour l'ensemble des pays. Comme toujours, le jugement personnel était plus favorable que le jugement global. Qu'en est-il pour 2022 ?

SITUATION DU PAYS ET SITUATION PERSONNELLE, UNE CHUTE EN COMMUN

Comme on pouvait s'y attendre, les deux notes s'inscrivent à la baisse sans pour autant connaître certains abîmes constatés précédemment. À respectivement 5,8 points et 4,9 points, elles retrouvent leur niveau de début de crise du Covid-19. La baisse est cependant nette et sensible, autant que le rebond constaté l'an dernier.

Une mise en perspective de ces résultats sur les 15 dernières années montre que, d'une crise à l'autre, il n'existe pas de règle absolue quant à l'affaissement de ces notes ou à leur rebond. Ainsi, suite à la crise des subprimes, qui n'avait pas principalement touché les Européens, il a fallu attendre plusieurs années pour enregistrer une progression nette de ces deux notes, surtout une fois la crise des dettes souveraines digérée. Avec le Covid-19, un an a suffi pour enregistrer un spectaculaire rebond alors que le variant Omicron était cependant toujours dans l'air.

DES FACTEURS LOCAUX QUI IMPACTENT L'IMAGE DU PAYS

À l'aune de ces nouveaux résultats, il aurait été tentant de faire de la guerre en Ukraine le facteur explicatif principal de la baisse du moral des Européens. L'examen attentif des résultats apporte un franc démenti.

Les trois pays qui connaissent la plus forte baisse quant à la perception de la situation du pays sont le Royaume-Uni, l'Italie et la Belgique (-1 point, -0,8 point et -0,6 point respectivement), pays dont la proximité des frontières avec la Russie ne saute pas aux yeux. La Slovaquie, la Roumanie et la Bulgarie, beaucoup plus proches, sont les seules nations à connaître une évolution positive de cette note (0,2 point, 0,2 point et 0,1 point respectivement). Ceci vient confirmer qu'en la matière le local prime sur le global. Le Royaume-Uni a connu un été et un automne particulièrement mouvementés, ce dernier marqué par la chute brutale et inédite du gouvernement Liz Truss. Le 22 septembre

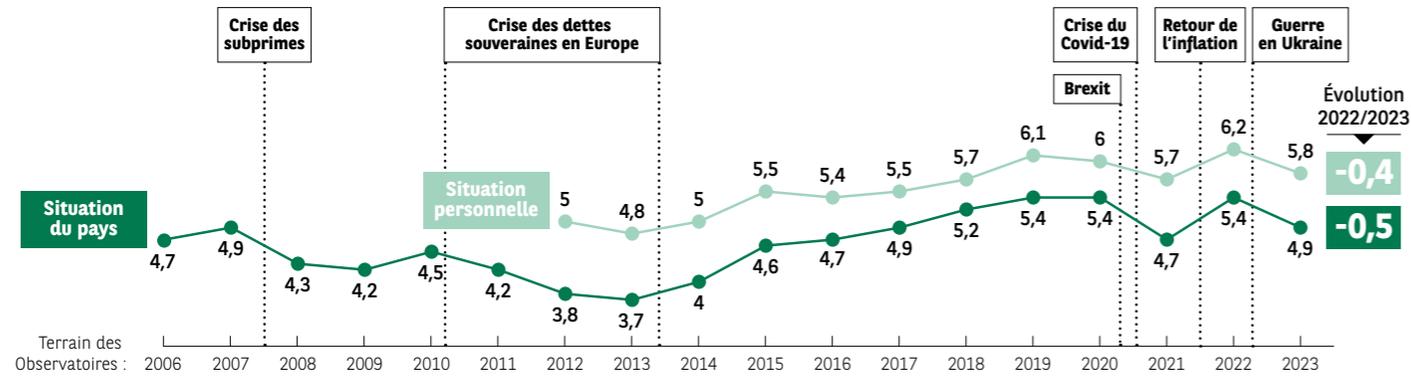
dernier, le parti Fratelli d'Italia arrivait en tête des élections. En Belgique, la situation politique reste – euphémisme – complexe par nature, serait-on tenté de dire. Notons aussi que la Bulgarie, la Slovaquie et la Hongrie s'accordent pour donner la plus mauvaise note (4 points). Les très fortes inégalités que connaît le premier pays et les très bas revenus enregistrés dans les deux suivants constituent des pistes tangibles pour justifier ce faible score.

UN MORAL PERSONNEL QUI NE VA PLUS TRÈS FORT

Concernant la situation personnelle, les différences sont moins marquées entre pays sans que, là encore, le conflit ukrainien offre une clé explicative tangible. Avec une baisse de 0,6 point, le Royaume-Uni témoigne d'une baisse sensible du moral de ses habitants qui semble contrevenir à son légendaire « *Keep calm and carry on* », même si la note donnée reste élevée (6,1 points). Elle est rejointe à égale hauteur dans cette baisse de moral par la République tchèque qui, avec un petit 4,9 points, présente la deuxième plus mauvaise note du baromètre après la Hongrie, les deux seules notes inférieures à la moyenne. Si l'on retrouve les habituelles Suède, Allemagne et Belgique en haut du classement de la situation personnelle, notons que l'Autriche enregistre un franc décrochage pour afficher désormais une note en-dessous de 6. Un 6 enregistré aussi en France qui voit la confiance envers sa situation personnelle rester relativement élevée.

À CHAQUE CRISE UN REBOND DIFFÉRENT

Parallèle de l'évolution de la perception situation pays / situation personnelle, note moyenne 15 pays sur une échelle de 1 à 10

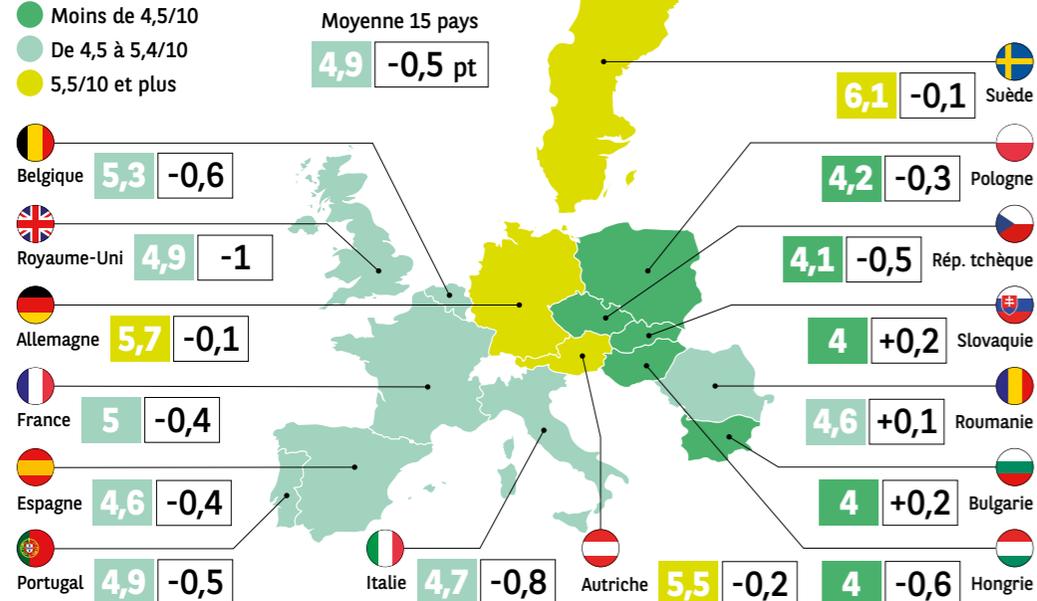


Terrain des Observatoires : 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022 2023

Le regain d'optimisme constaté un an après le début de la crise du Covid s'affaïsse avec la confirmation du retour de l'inflation et la guerre en Ukraine.

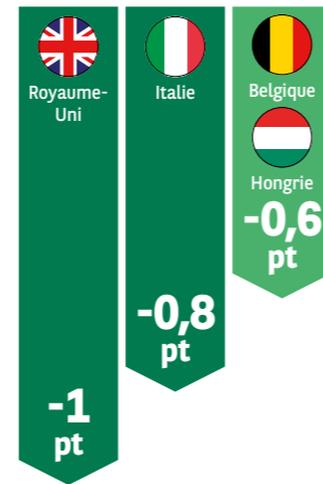
UN PESSIMISME PARTAGÉ SUR LA SITUATION DE LEUR PAYS

Note attribuée sur une échelle de 1 à 10 sur la perception de la situation de son pays avec évolution en point 2022/2023



Des évolutions plus ou moins marquées selon les pays, d'une amplitude de 1,2 point entre le pays le plus optimiste et le plus pessimiste.

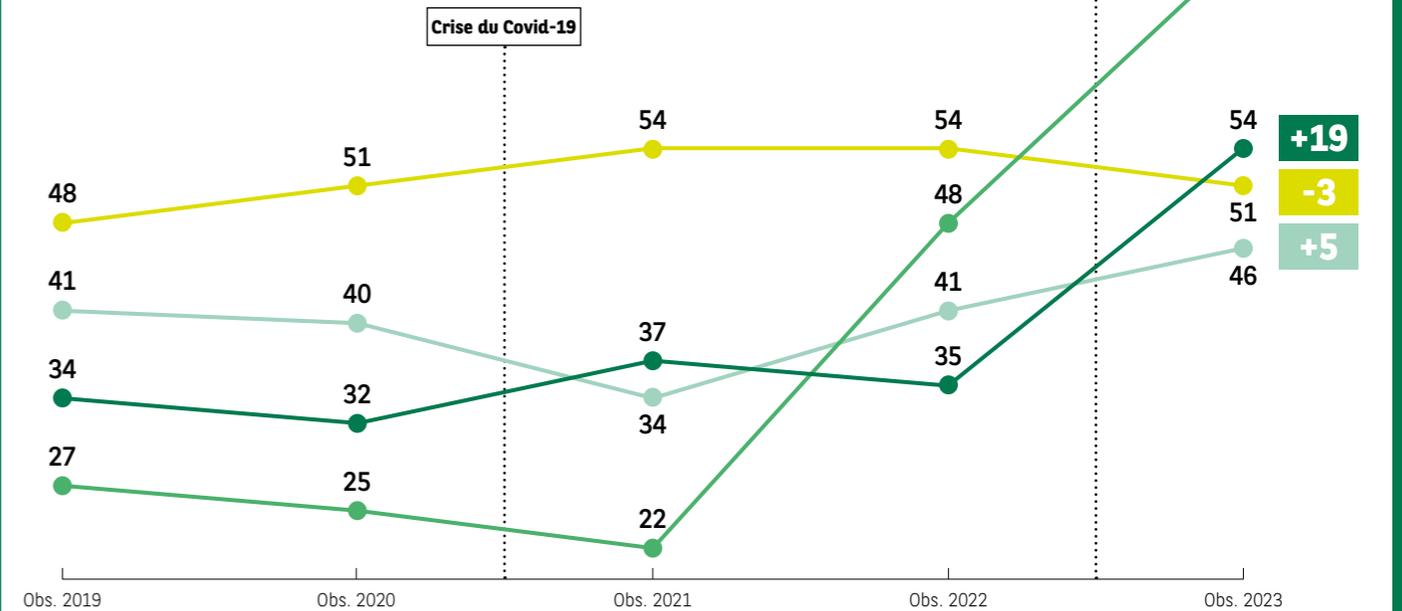
UN MORAL MINÉ PAR UN CONTEXTE POLITICO-ÉCONOMIQUE DIFFICILE



Sur le podium des pays qui décrochent le plus fortement, le Royaume-Uni enregistre la baisse la plus spectaculaire avec -1 point.

ÉVOLUTION DES INDICATEURS CLÉS

Moyenne 15 pays, en %





INFLATION ET POUVOIR D'ACHAT : LES EUROPÉENS ENCAISSENT LE CHOC

Nous concluons le précédent Baromètre Cetelem par ces quelques phrases. « Il va de soi que l'impression d'une augmentation des prix est partagée dans de nombreux pays. La concomitance avec une impression d'une stabilité du pouvoir d'achat soulignée par les Européens met en évidence une perception et une rationalité économiques plus fines qu'il est souvent accordé aux consommateurs entre ce qui a été et ce qui sera. Prenons le pari, sauf à une inversion brutale de la courbe des prix l'année prochaine, ce qui semble improbable, que les Européens seront beaucoup plus nombreux à estimer que leur pouvoir d'achat aura alors baissé. »

L'ÉVIDENCE DE L'INFLATION

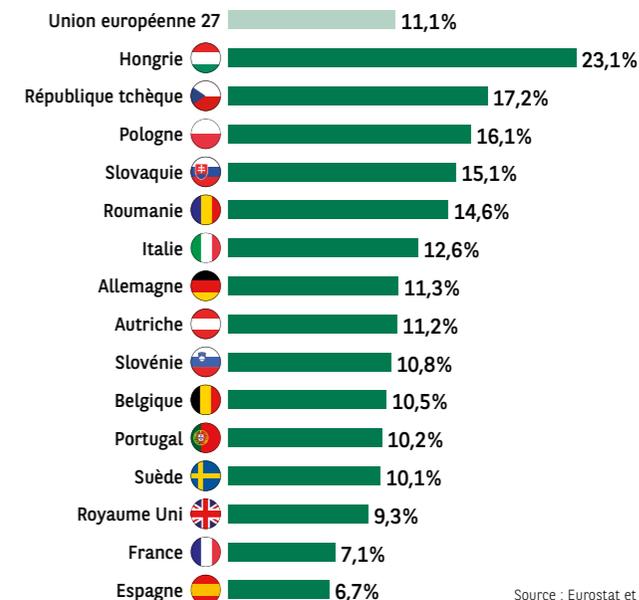
Ce nouveau Baromètre vient confirmer ce qui était pressenti il y a un an. En matière d'inflation, après avoir joué les pythies, difficile de faire seulement passer les Européens pour des cassandres, tant leurs impressions rejoignent la réalité. Pour 9 Européens sur 10, la hausse des prix est une réalité constatée. Mieux encore, 7 sur 10 estiment que les prix ont nettement augmenté. À de telles hauteurs, ce n'est pas la peine de chercher des différences nationales qui n'existent pas. Tous les pays de l'étude sont au diapason quant à la hausse de l'inflation. En revanche, les pays du Nord et de l'Ouest de l'Europe soulignent plus volontiers une nette hausse des prix par rapport à l'an dernier. En Suède, ce score progresse de 42 %, en Italie et au Portugal de 37 % et 35 %, alors que la moyenne générale s'établit à 22 %. Avec 25 %, la France se situe dans cette moyenne. À l'inverse, la Roumanie et la Pologne affichent les plus faibles progressions (7 % et 9 %).

LES PAYS DU NORD ET DE L'OUEST CONFRONTÉS À LA RÉALITÉ

Si l'on rapporte ces différents scores aux taux réels d'inflation, les pays du Nord et de l'Ouest semblent avoir été brusquement plongés dans un monde économique où l'inflation, endormie depuis des années, aurait été réveillée par un prince charmant maléfique. Dans les pays de l'Est européen, les taux étaient déjà élevés, le sentiment d'une progression est par conséquent moins spectaculaire. Et si c'est en France que le pourcentage de personnes constatant une nette augmentation des prix est le moins élevé, c'est sans doute dû au plus faible taux d'inflation 2022 de tous les pays de ce cette étude (Fig. 2).

Fig. 2 / Contexte

Inflation (IPCH) comparaison européenne en novembre 2022 (évolution annuelle)



Source : Eurostat et ONS UK

DES CRITÈRES SOCIO-ÉCONOMIQUES QUI COMPTENT

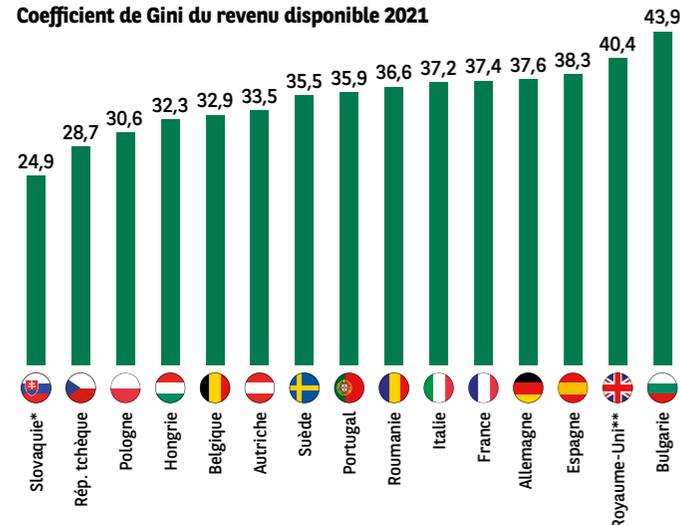
Sur cette question de l'inflation, il convient aussi de souligner quelques marqueurs socio-économiques mis en évidence par le Baromètre Cetelem. En termes de genre, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à souligner la progression nette de la hausse des prix (10 points d'écart). Sans doute car ce sont encore elles qui, principalement, effectuent les courses au quotidien et règlent les factures du ménage et sont donc confrontées à l'inflation concrète. En termes d'âge, les plus de 50 ans s'inquiètent davantage de cette hausse que leurs cadets (20 points d'écart entre les 50-64 ans et les 18-24 ans). En revanche, les différences sont moins marquées en fonction des revenus et du lieu d'habitation. Concernant ce dernier item, les habitants des agglomérations les moins peuplées témoignent plus fortement de leur ressenti.

UNE BAISSÉ DE POUVOIR D'ACHAT PARALLÈLE À LA HAUSSE DE L'INFLATION

Nous l'avons souligné précédemment, la pertinence économique des Européens n'est plus à démontrer. Ainsi, dans une sorte d'effet miroir par rapport à l'inflation, le sentiment d'une baisse sensible du pouvoir d'achat augmente dans une même proportion, traçant deux courbes d'évolution quasi parallèles. Plus d'1 Européen sur 2 estiment que leur pouvoir d'achat a régressé, un résultat en augmentation de 19 points en moyenne par rapport à l'an dernier. Cet effet miroir est même double puisque ce sont à nouveau les pays du Nord et de l'Ouest de l'Europe qui se montrent les plus sensibles à cette dégradation. L'Italie, la Suède et le Portugal occupent encore les premières places de ce classement, rejoints cette fois par l'Allemagne et la Grande-Bretagne. À l'opposé, les pays de l'Est européen en font une fois encore moins état, pays où les inégalités sont moins fortes que dans ceux de l'Ouest européen (Fig. 3). Soulignons cependant que, dans l'ensemble, les écarts concernant la baisse du pouvoir d'achat sont sensiblement moindres que par rapport à l'inflation.

Fig. 3 / Contexte

Coefficient de Gini du revenu disponible 2021



L'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé.

Source : Eurostat ILC_DI12C. * Données 2020. ** Données 2018

LA FINESSE DU JUGEMENT ÉCONOMIQUE DES EUROPÉENS

La réalité des chiffres concernant l'évolution du pouvoir d'achat vient conforter la pertinence des Européens (Fig. 4). Si sa croissance reste positive dans tous les pays de l'étude, il connaît une contraction généralisée, hormis en Roumanie et au Portugal, marquée par le contre-coup du choc inflationniste et du rebond enregistré en 2021 avec l'impact atténué de la crise sanitaire.

L'année à venir se présente sous des augures encore plus sombres, la récession faisant elle aussi son grand retour dans le vocabulaire économique, touchant de façon quasi certaine des pays majeurs comme l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Il est donc à craindre que le prochain Baromètre Cetelem reflète cette réalité. Afin d'enrayer cette spirale, des plans de soutien et autres boucliers ont été déployés dans de nombreux pays, notamment pour permettre aux ménages de supporter les chocs énergétiques (plan d'aides de 200 milliards d'euros en Allemagne, 66 milliards en Italie, 150 milliards au Royaume-Uni, 44 milliards de bouclier tarifaire en France en 2023, après les 24 milliards en 2022). Sans compter les prestations sociales parfois importantes, comme en Italie et en France, qui contribuent à soutenir le pouvoir d'achat (Fig. 5).

Fig. 4 / Contexte

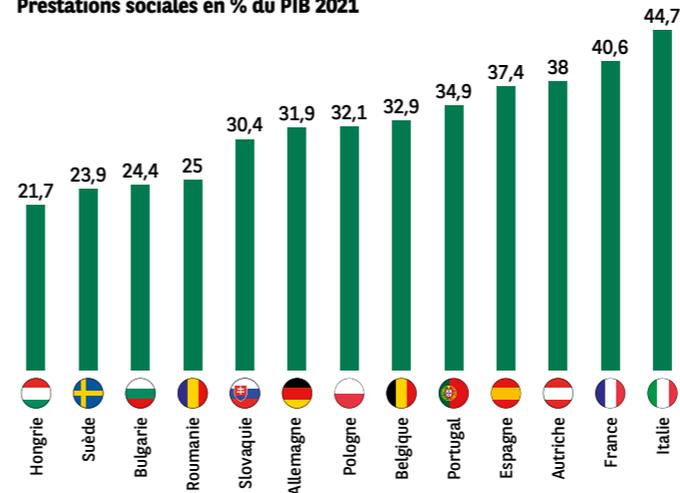
Évolution du pouvoir d'achat dans chaque pays

	2018	2019	2020	2021	2022*	2023**	2024**
Allemagne	2,2%	1,3%	3,7%	0,9%	-1%	-0,8%	0,9%
Autriche	1,4%	1,4%	0%	5,2%	-3,8%	0,9%	2,6%
Belgique	1%	2,8%	3,9%	1,1%	-2,6%	1%	0,9%
Bulgarie	2,8%	4,2%	-3,8%	16,1%	3,1%	1,1%	2,4%
Espagne	1,3%	3,7%	-6,2%	2,5%	-0,8%	0%	0%
France	1,4%	2,6%	0,5%	3%	-0,1%	-0,5%	0,9%
Hongrie	8,1%	4,7%	-3,4%	7,6%	-0,5%	-3,1%	2,1%
Italie	1%	-0,3%	-0,2%	3,6%	-0,2%	-1,3%	1,9%
Pologne	3,6%	2,6%	3,6%	3,1%	5,1%	-1,6%	3,5%
Portugal	3,3%	3,6%	-0,4%	3,2%	0,3%	1,8%	2,4%
Rép. tchèque	3,4%	4,3%	1,5%	8%	-4,4%	-3%	0%
Royaume-Uni	1,5%	0,9%	-1,4%	4,7%	0,4%	-3,8%	2%
Slovaquie	6,8%	2%	-3%	2,6%	-3,7%	2,2%	1,6%
Suède	4,1%	2,5%	-0,5%	3,7%	4,4%	-1,1%	0%
UE 27	2%	3,3%	1,8%	2,4%	-0,6%	-0,7%	1,4%

Source : Eurostat. * Estimation C-Ways. ** Prévisions C-Ways à partir de BNP Paribas et Commission Européenne

Fig. 5 / Contexte

Prestations sociales en % du PIB 2021



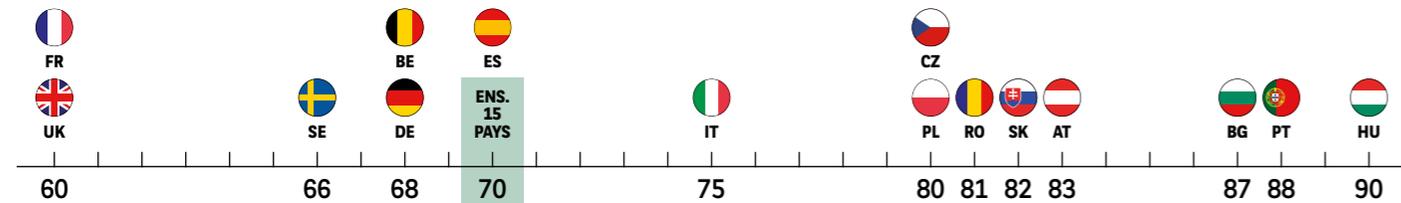
Source : Eurostat TEC00026

LES MÊMES DIFFÉRENCES SOCIO-ÉCONOMIQUES

Les critères socio-démographiques confortent eux aussi l'effet miroir entrevu. Ce sont à nouveau les femmes et les plus de 50 ans qui sont les plus nombreux à juger que leur pouvoir d'achat a baissé, avec un écart qui s'accroît par rapport aux hommes d'une année sur l'autre. Les habitants des villes moyennes sont aussi plus nombreux à faire le même constat. La variable « revenus » n'a toujours pas de véritable incidence sur les résultats. Alors que l'écart entre revenus élevés et revenus modestes était précédemment de 8 points, il n'est désormais plus que de 1 point.

7 EUROPÉENS SUR 10 ESTIMENT QUE LES PRIX ONT NETTEMENT AUGMENTÉ LES 12 DERNIERS MOIS

« Les prix ont nettement augmenté », en %



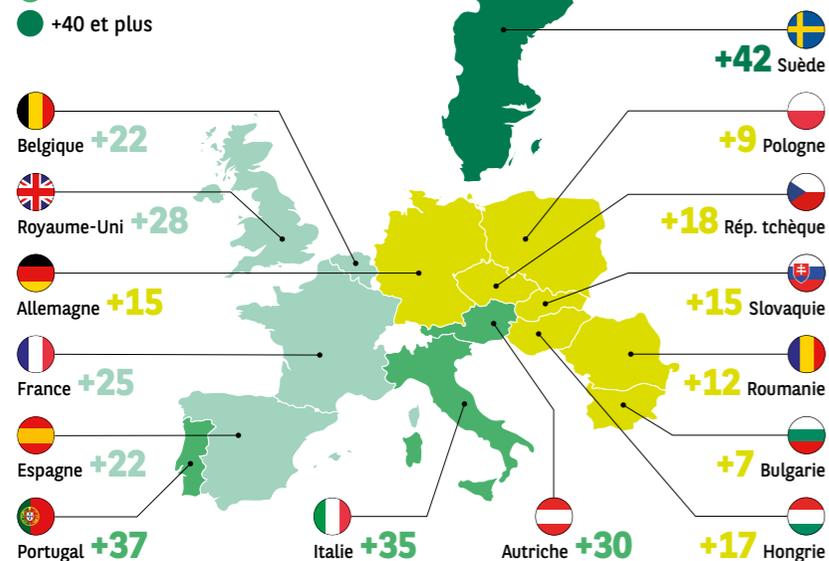
Le ressenti de la France et du Royaume-Uni sur la hausse des prix est de 10 points en-dessous de la moyenne des pays, résultat le plus bas de l'étude.

UNE « NETTE AUGMENTATION » DES PRIX RESSENTIE AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS

« Les prix ont nettement augmenté », en points d'évolution 2022/2023



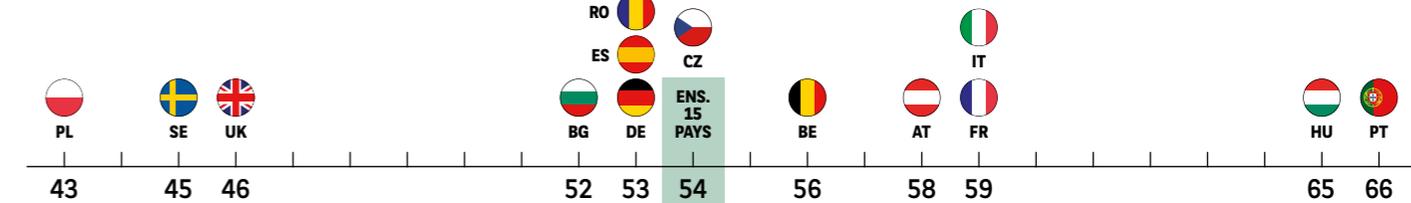
- Moins de +20
- De +20 à +29
- De +30 à +39
- +40 et plus



La moyenne pays s'établit à +22 points par rapport à 2022.

PLUS D'1 EUROPÉEN SUR 2 A LE SENTIMENT QUE SON POUVOIR D'ACHAT A BAISSÉ DANS LES 12 DERNIERS MOIS

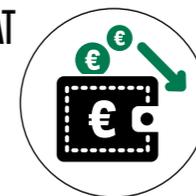
« Mon pouvoir d'achat a baissé », en %



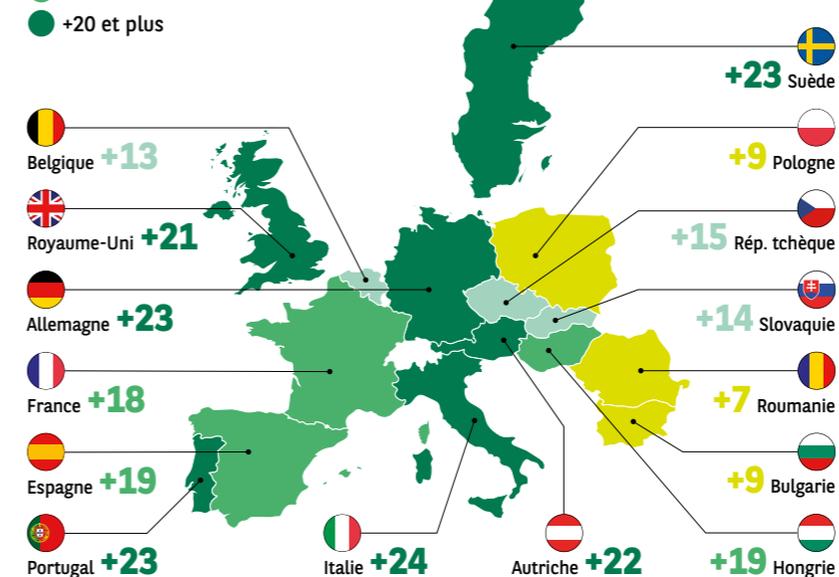
Le Portugal (66%) et la Hongrie (65%) sont les 2 pays qui ressentent le plus fortement cette baisse de pouvoir d'achat.

UNE BAISSSE RESSENTIE DE SON POUVOIR D'ACHAT AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS

« Mon pouvoir d'achat a baissé », en points d'évolution 2022/2023



- Moins de +10
- De +10 à +15
- De +16 à +19
- +20 et plus

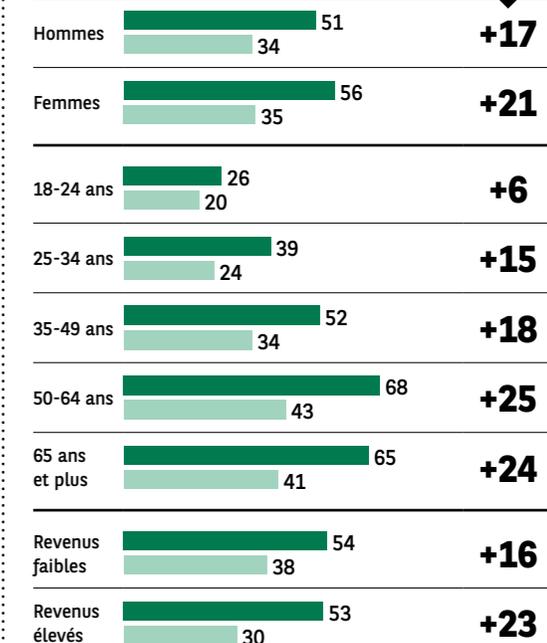


La moyenne pays s'établit à +19 points par rapport à 2022.

BAISSE DE POUVOIR D'ACHAT ET INDICATEURS SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES

« Mon pouvoir d'achat a baissé », en %

● 2023 ● 2022 Évolution en points



Si l'écart s'accroît d'une année sur l'autre entre hommes et femmes (5 points d'écart en 2022), il se resserre entre revenus élevés et modestes (8 points en 2022, 1 seul point d'écart cette année).

3 L'ÉPARGNE RÉGRESSE, LA CONSOMMATION RÉSISTE

Dans un tel contexte d'incertitudes, avec une inflation qui pèse comme cela n'a plus été le cas depuis des décennies et un pouvoir d'achat qui se contracte, on aurait pu attendre de voir les Européens jouer sur les leviers de l'épargne et de la consommation. Tel n'est pas vraiment le cas. En moyenne générale, les intentions d'épargner sont en baisse de 3 points tandis que celles de consommer sont sujettes à un élan contraire, en hausse de 5 points.

UNE VOLONTÉ D'ÉPARGNER MAJORITAIREMENT EN BAISSÉ

Au sujet de l'épargne, il convient tout d'abord de rappeler sa progression spectaculaire entre 2020 et 2021 dans tous les pays de l'étude, suite à la crise du Covid, avec parfois un doublement, voire un triplement du taux d'épargne comme en Espagne et en Pologne. Autant de « plafonds de verre » difficiles à briser (Fig. 6).

Les intentions des Européens confirment ce fait. On constate une volonté d'accroître son épargne dans seulement 5 pays. À 59 % (+ 7 points), l'Allemagne enregistre un score jamais atteint ces cinq dernières années. La dépendance au gaz russe qui place le pays au cœur du conflit ukrainien et la perspective quasi impensable d'être confronté à la récession expliquent sans doute pour partie ce résultat.

Dans 7 pays, la volonté d'épargner est en revanche en baisse, avec des reculs proches de 10 points comme en Espagne, en Italie, en Suède et au Royaume-Uni. Dans ces pays, l'heure n'est plus à la constitution d'un bas de laine plus conséquent, mais plutôt à faire face à une progression spectaculaire des prix alimentaires, comme en Espagne, ou à l'augmentation astronomique des factures d'énergie, tel au Royaume-Uni. Sur ce sujet aussi, les pays de l'Est européen constituent un ensemble relativement homogène, avec des intentions d'épargner qui évoluent peu ou pas par rapport à l'an dernier.

Fig. 6 / Contexte

Taux d'épargne dans chaque pays

	2018	2019	2020	2021	2022*	2023**	2024**
Allemagne 	18%	18,6%	18,3%	23,6%	22,9%	19,6%	19,5%
Autriche 	13%	13,2%	14%	18,7%	17,6%	12,2%	12,8%
Belgique 	12%	11,5%	12,3%	20,5%	17%	12,7%	13,2%
Espagne 	6%	5,6%	8,2%	17,7%	13,8%	8,5%	8,3%
France 	14,1%	14,4%	15,1%	20,9%	18,7%	16,7%	15,8%
Hongrie 	13%	15,2%	14,8%	15,6%	17,4%	11,9%	10,1%
Italie 	10%	10,1%	10%	17,4%	14,9%	10,9%	9,5%
Pologne 	4%	3,6%	2,9%	8,8%	4,1%	3,9%	2,4%
Portugal 	7%	6,8%	7,2%	11,9%	9,8%	6%	6,5%
Rép. tchèque 	12%	12,2%	13,1%	19,2%	19,4%	13,6%	10,9%
Royaume-Uni 	6%	6,1%	5,3%	15,8%	12,5%	7,2%	5,3%
Slovaquie 	8%	10,2%	9,7%	11,6%	10,3%	4,3%	5,9%
Suède 	15%	16,2%	18,1%	19,6%	18,1%	18,1%	18,1%
UE 27	11,5%	11,6%	12,3%	18,4%	16,7%	13,4%	12,7%

Source : Eurostat. * Estimation C-Ways. ** Prévisions C-Ways à partir de BNP Paribas et Commission Européenne

L'ANTICIPATION D'UNE CONSOMMATION CONTRAINTE

L'anticipation d'une augmentation de ses dépenses présente un autre visage. Dans deux pays seulement, la Pologne et l'Autriche, elles sont légèrement en baisse (-3 pts et -1 pt). Dans 11 pays, la hausse prédomine, dans des proportions parfois spectaculaires comme au Portugal (+13 pts), voire en Suède et en Slovaquie (+9 pts et +8 pts). Ce dernier pays occupe une fois encore, comme lors des cinq dernières années, la première place de ce classement avec un spectaculaire 91 % d'anticipation d'une hausse des dépenses. La Slovaquie se distingue des autres nations de l'Est européen sans doute par son appartenance à la zone euro qui la met à l'abri des mouvements erratiques sur les monnaies. La Slovaquie est pourtant le pays avec le niveau de revenu le plus faible (Fig. 7).

Dans le contexte actuel de crises, ces résultats mettent en exergue une consommation contrainte où les dépenses portent sur ce qui est nécessaire et indispensable à la vie quotidienne, quand bien même leurs prix augmentent.

Le niveau réel de consommation, après une année de rebond post Covid en 2022 (+3,3 % au niveau européen), stagnera en 2023 sous cet effet de contrainte (Fig. 8).

UNE ENVIE DE CONSOMMER QUI STAGNE

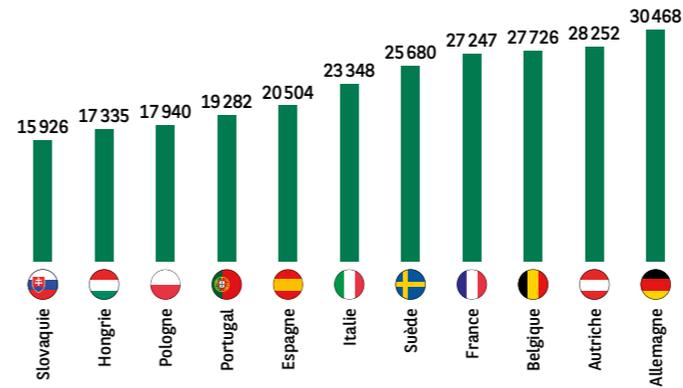
Les envies de dépenser exprimées par les Européens dans ce nouveau Baromètre viennent conforter ce point de vue. En léger recul de 1 point par rapport à l'an dernier, elles concernent 1 Européen sur 2. Fait significatif, 1 sur 4 déclare n'avoir ni l'envie ni les moyens de consommer, un résultat en augmentation de 3 points.

Signe de la morosité consumériste ambiante qui se répand peu à peu, 10 pays font part d'intentions en recul, avec l'Allemagne qui, une fois encore, affiche le plus son pessimisme parmi tous les pays de l'Ouest européen (-6 pts). Signe toujours que les esprits ne sont pas à se faire plaisir, la Slovaquie, championne des intentions de dépenser, est la dernière à exprimer des envies de dépenser (38 %).

Si tous les domaines de la consommation, ou presque, subissent le spleen européen, les secteurs de l'équipement de la maison y sont les plus exposés. Le temps n'est plus au cocooning contraint, lorsque la crise sanitaire générait des envies de refaire son intérieur, de se mettre définitivement à la cuisine ou au sport d'intérieur. Électroménager, meuble, TV/Hi-fi, aménagement/rénovation et équipements sportifs sont en recul de 5 points ou presque.

Fig. 7 / Contexte

Revenu disponible brut ajusté des ménages par personne en SPA 2021



Source : Eurostat TEC00113

Le revenu disponible brut ajusté des ménages, par personne, exprimé en SPA, se calcule comme le revenu disponible brut ajusté des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM) divisé par les parités de pouvoir d'achat (PPA) de la consommation individuelle effective des ménages et par la population totale résidente.

Fig. 8 / Contexte

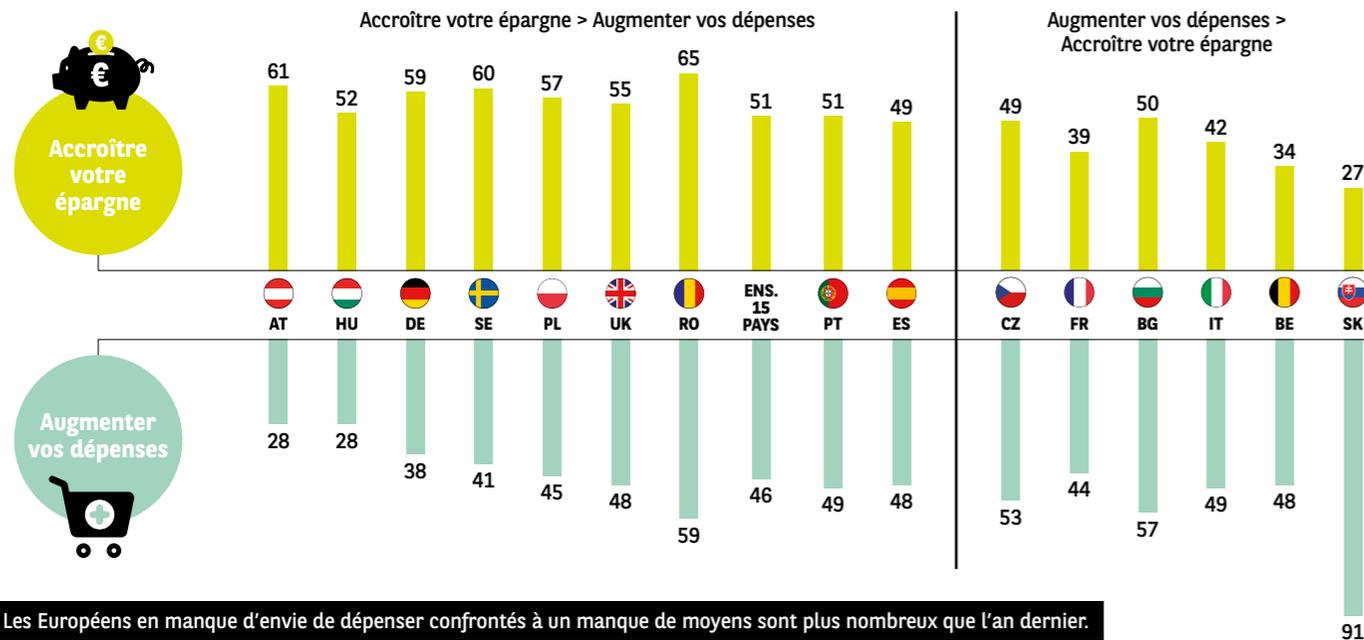
Évolution de la consommation en euros constants dans chaque pays

	2018	2019	2020	2021	2022*	2023**	2024**
Allemagne	1,4%	1,7%	-3%	1,9%	3,2%	-0,7%	1,5%
Autriche	1,1%	0,4%	-5,5%	6,6%	2,5%	0,2%	1,2%
Belgique	1,7%	1,9%	-5,8%	5,6%	2,4%	0,4%	1,8%
Bulgarie	3,5%	4,8%	0,1%	7,5%	6%	1,9%	2,5%
Espagne	1,5%	0,8%	-15,9%	7,3%	5,3%	0,2%	0,2%
France	1%	1,8%	-6,7%	5,2%	2,8%	0,3%	1,6%
Hongrie	4,9%	5,2%	-4,4%	5,4%	6,1%	-1,1%	1,8%
Italie	1%	-0,2%	-8,5%	6,8%	4,1%	0,3%	1%
Pologne	4,3%	3,3%	-2,7%	8,4%	5,3%	-0,1%	2,3%
Portugal	3,1%	3,1%	-5,4%	5,7%	4,5%	1,3%	2,1%
Rép. tchèque	3%	3,2%	-5,5%	7,7%	2,5%	0%	1,7%
Royaume-Uni	1%	1,8%	-12,3%	8,8%	6,5%	-1,8%	0,7%
Slovaquie	4,2%	2,6%	-5%	4,1%	2,7%	0,5%	1,7%
Roumanie	9,1%	5,3%	-2,1%	6,2%	6,3%	1,9%	2,5%
Suède	2,4%	0,2%	-2,3%	5,6%	4,4%	-1,1%	0%
UE 27	1,9%	2,5%	-5,3%	4,5%	3,3%	0,1%	1,5%

Source : Eurostat. * Estimation C-Ways. ** Prévisions C-Ways à partir de BNP Paribas et Commission Européenne

LES INTENTIONS D'ÉPARGNER EN LÉGÈRE BAISSE, CELLES DE CONSOMMER EN LÉGÈRE HAUSSE

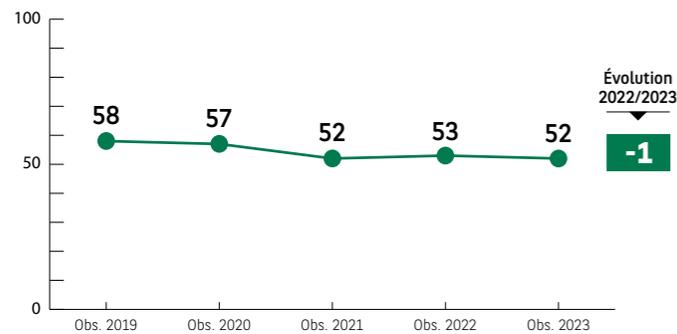
Dans les 12 prochains mois, pensez vous... ?, en % de réponses « Oui »



Les Européens en manque d'envie de dépenser confrontés à un manque de moyens sont plus nombreux que l'an dernier.

DES ENVIES DE DÉPENSER QUI RESTENT GLOBALEMENT STABLES

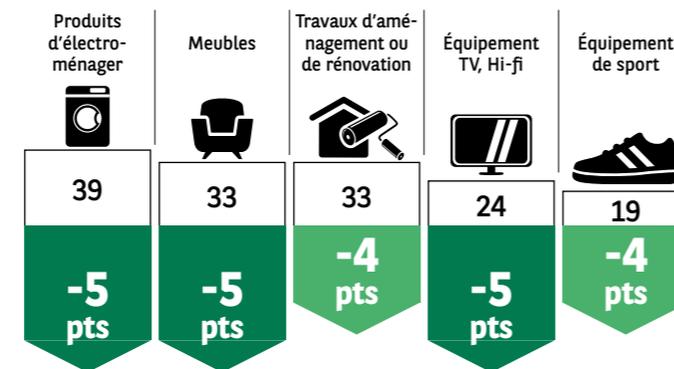
« J'ai envie de dépenser », en %



Depuis 3 ans, un souhait de consommer qui se maintient.

L'ÉQUIPEMENT DU LOGEMENT EST LE PLUS TOUCHÉ PAR LE RECU DES INTENTIONS D'ACHAT

« Intentions d'achat », en %



Électroménager, meuble, TV/Hi-fi, aménagement/rénovation et équipements sportifs sont les 5 secteurs pour lesquels les intentions d'achat reculent le plus.

PÉNURIES : L'ÉNERGIE AU CŒUR DES CRAINTES

4

Avec « inflation », « pénurie » est donc l'autre vocable revenu en force dans les échanges médiatiques et dans la vie quotidienne, renvoyant à des temps économiques douloureux. Un retour que l'on peut faire remonter quelques mois en amont de ce Baromètre Cetelem, ses premières occurrences étant liées aux difficultés d'approvisionnement engendrées par la crise du Covid, que ce soit en masques ou en semi-conducteurs. La crise énergétique, accentuée par la guerre ukrainienne et les désordres climatiques enregistrés en 2022, a renforcé ce retour au premier plan dans l'esprit des consommateurs.

DES PAYS AU RÉGIME SEC

3 Européens sur 4 anticipent ainsi au moins une situation de privation dans leur pays. 27 % sont même sûrs que ce sera le cas. Si cette anticipation ne connaît pas une segmentation géographique marquée, c'est en France et au Royaume-Uni que les craintes sont les plus grandes (87 % et 83 %), deux pays où la médiatisation de la pénurie énergétique a été forte, portée notamment par les pouvoirs publics. Les craintes de pénurie exprimées concernent d'abord et avant tout ce qui relève du domaine énergétique. Pénuries de fuel, coupures d'électricité, coupures de gaz, pénuries d'essence sont redoutées par au moins 1 Européen sur 2. C'est à nouveau en France et au Royaume-Uni qu'elles sont le plus « attendues ».

COUP DE PROJECTEUR SUR L'ÉVENTUALITÉ D'UNE PÉNURIE EN ÉLECTRICITÉ

Sur le seul sujet des coupures d'électricité potentielles, 58 % des Européens se montrent inquiets. Et c'est à l'ouest de l'Europe que ces inquiétudes sont les plus fortes, particulièrement en Italie, au Royaume-Uni et en Espagne (71 %, 68 % et 67 %). Devenue importatrice d'électricité, suite à la mise en sommeil de nombreux réacteurs nucléaires, la France se retrouve face à une vulnérabilité qui semblait lui être épargnée, ce qui se traduit par un pourcentage supérieur à la moyenne de personnes craignant des coupures futures.

LA POSSIBILITÉ DE NE PLUS POUVOIR PAYER

L'inquiétude de devoir être confronté à des pénuries se double de la crainte de rencontrer des difficultés pour assurer le paiement des factures liées à l'énergie. 7 Européens sur 10 l'affirment, les plus nombreux se rencontrant dans les pays méditerranéens mais aussi en Roumanie et en République tchèque. Et là encore, les femmes, les jeunes, les personnes aux faibles revenus et les habitants des petites et moyennes agglomérations y sont le plus sensibles.

Électricité, gaz et essence constituent le trio qui concentre les craintes de privation. Concernant l'électricité, 6 Européens sur 10 la redoutent, surtout dans les mêmes pays évoqués précédemment. Les Italiens se montrent même particulièrement pessimistes, 16 points au-dessus de la moyenne globale.

PRODUITS ALIMENTAIRES, LA CRAINTE DE PÉNURIES AUSSI

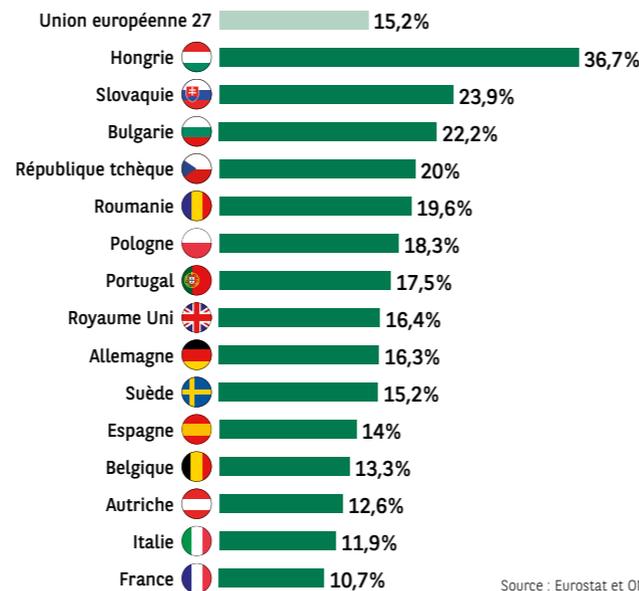
Mais l'énergie n'est pas le seul secteur auquel il convient d'associer le mot pénurie. Le domaine de l'alimentation est tout autant concerné. 55 % des Européens estiment devoir être confrontés à une pénurie de produits alimentaires dans les prochains mois. Les Italiens, les Espagnols, les Portugais et les Britanniques sont sensiblement les plus nombreux à devoir y faire face (70 %, 69 %, 67 % et 64 %).

Les paramètres socio-économiques mettent en lumière des différences tranchées. Les femmes, les plus jeunes, les personnes aux moindres revenus et les habitants des villes moyennes ressentent davantage cette crainte.

Il est aussi à noter que cette anticipation d'une pénurie sur les produits alimentaires n'est aucunement corrélée à l'inflation sur ce même type de produits. La Hongrie, qui connaît la plus forte inflation en ce domaine de tous les pays de l'Europe, affiche l'un des plus faibles taux d'inquiétude alors que la France, ayant la plus faible inflation alimentaire, se situe au-dessus de la moyenne globale (Fig. 9).

Fig. 9 / Contexte

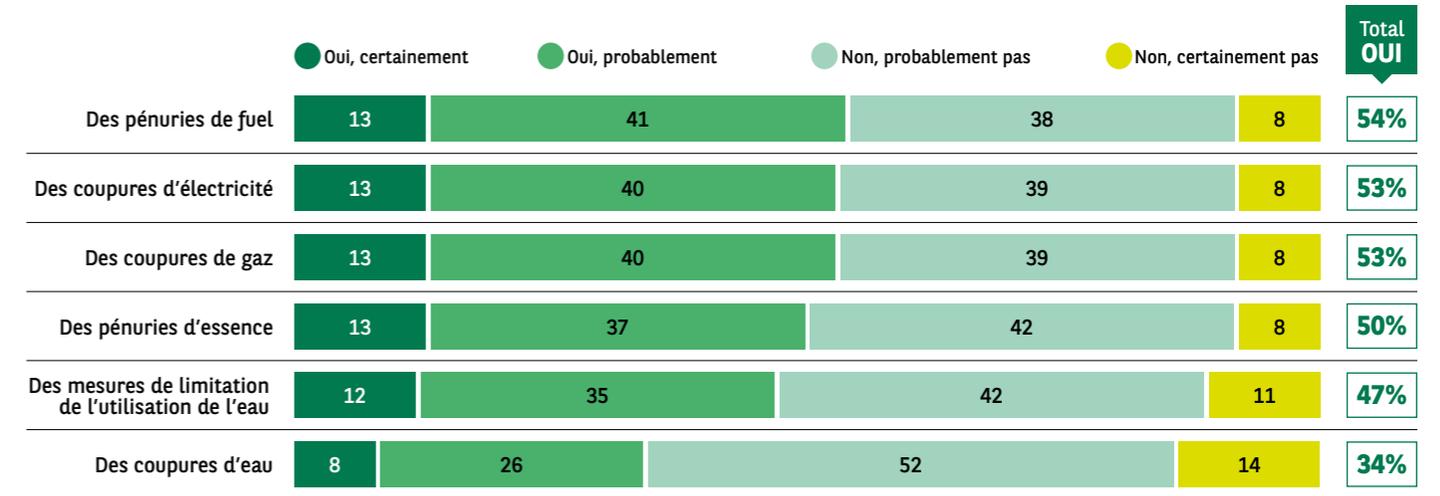
Inflation (IPCH) des produits alimentaires, comparaison européenne en novembre 2022 (évolution annuelle)



Source : Eurostat et ONS UK

3 EUROPÉENS SUR 4 ANTICIPENT AU MOINS UNE PRIVATION DE RESSOURCE DANS LES PROCHAINS MOIS

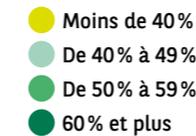
« Selon vous, dans les prochains mois, votre pays sera-t-il confronté ou non aux situations suivantes ? », en %



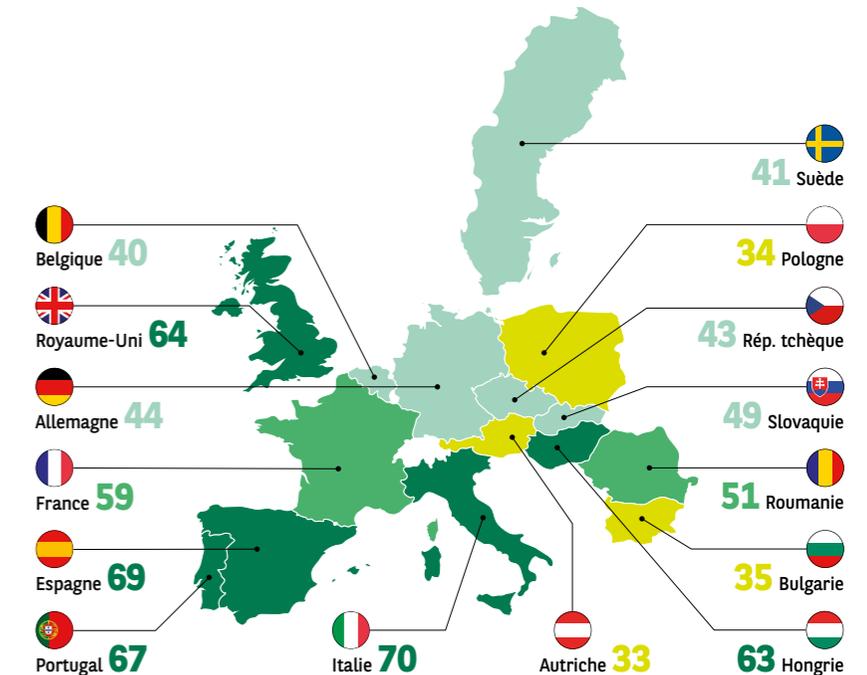
27 % de la population interrogée anticipe « certainement » au moins une de ces situations.

55 % DE LA POPULATION INTERROGÉE CRAINT L'ÉVENTUALITÉ DE PÉNURIES ALIMENTAIRES AU COURS DES PROCHAINS MOIS

« Craignez-vous qu'il soit difficile de se procurer des produits alimentaires dans votre pays au cours des prochains mois ? », en % de réponses « Oui »



La crainte d'une pénurie alimentaire est particulièrement exprimée dans les pays de l'Ouest européen.



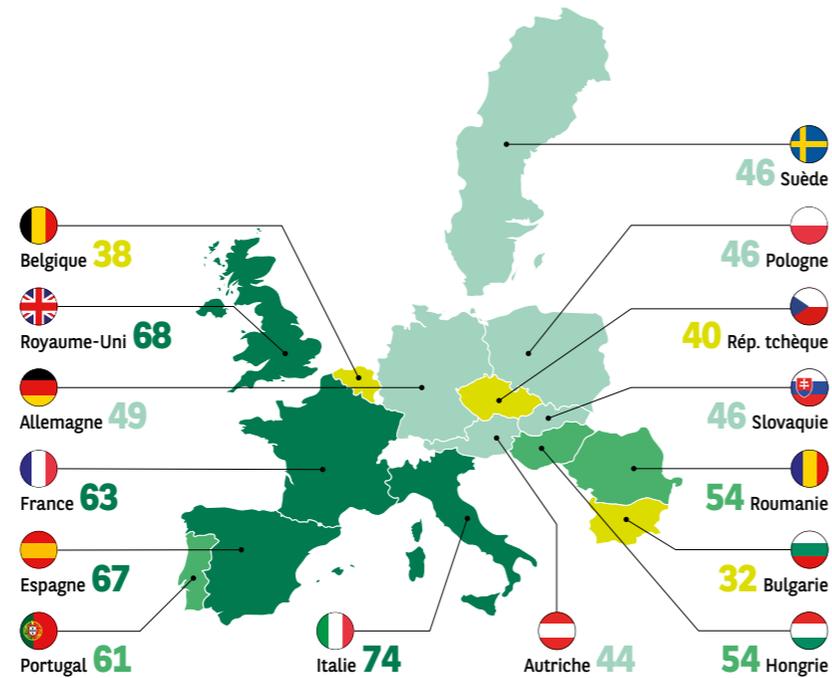
Source : Baromètre Observatoire Cetelem 2023

58 % DES EUROPÉENS PENSENT ÊTRE CONFRONTÉS PERSONNELLEMENT À DES COUPURES D'ÉLECTRICITÉ DANS LES PROCHAINS MOIS

« Craignez-vous dans les prochains mois d'être confronté à des coupures d'électricité ? », en % de réponses « Oui »

- De 32 % à 40 %
- De 44 % à 49 %
- De 54 % à 61 %
- De 63 % à 74 %

Italiens, Anglais, Espagnols et Français sont ceux qui redoutent le plus les coupures d'électricité.

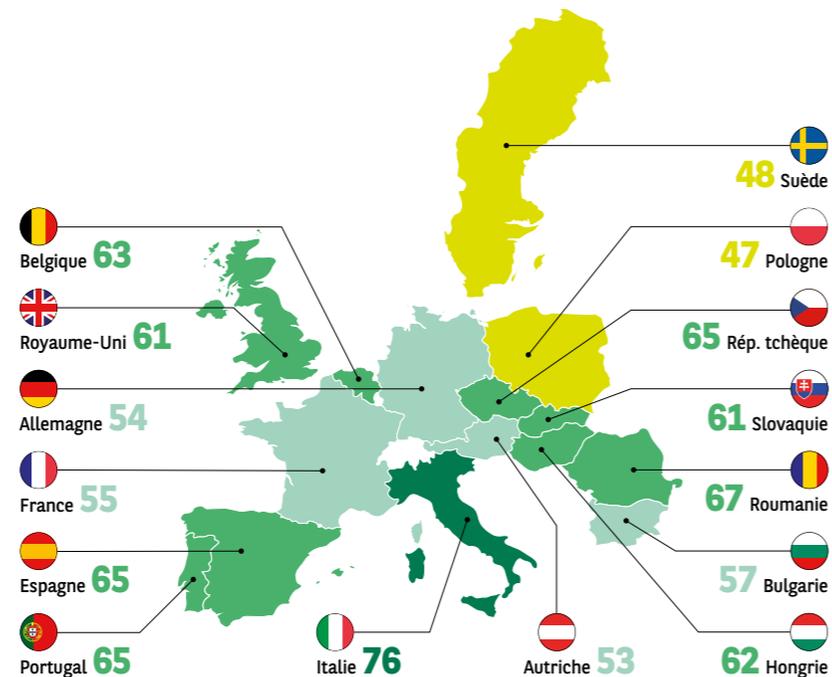


60 % DES EUROPÉENS CRAIGNENT DE NE PAS POUVOIR PAYER LEUR FACTURE D'ÉLECTRICITÉ

« Craignez-vous dans les prochains mois d'avoir des difficultés à payer votre facture d'électricité ? », en % de réponses « Oui »

- Moins de 50 %
- De 50 % à 60 %
- De 61 % à 70 %
- Plus de 70 %

Les Italiens sont particulièrement pessimistes avec 76%, soit plus 16 points au-dessus de la moyenne.



Source : Baromètre Observatoire Cetelem 2023

CONCLUSION

Avec le Baromètre Cetelem 2022, le temps était à l'intuition. En 2023, nous basculons dans la prise de conscience. Conscience de vivre de plain-pied des crises qui s'enchaînent et se juxtaposent tout à la fois. Certes, tous les paramètres macro-économiques ne sont pas encore passés au rouge. Les PIB ne s'effondrent pas. Les prix flambent, mais le pouvoir d'achat résiste... pour combien de temps encore ? Le chômage reste encore relativement bas, en-dessous de 6% pour 10 pays de cette étude, seule l'Espagne affichant un taux à deux chiffres (12,8%). Mais là encore, pour combien de temps ? Les prix du pétrole sont revenus dans un ordre de prix « normal ». Avec l'abandon de sa politique zéro Covid, la Chine fait le pari de relancer son économie qui plongeait dangereusement, ce qui pourrait profiter aux pays européens.

Alors, même s'il y a fort à parier que le prochain Baromètre Cetelem ne soit pas porteur de bonnes nouvelles, rendez-vous dans un an pour voir si un nouvel espoir n'a cependant pas vu le jour.

CONTACTS

Flavien Neuvy, directeur de l'Observatoire Cetelem :
06 47 59 35 54 – flavien.neuvy@bnpparibas-pf.com
Patricia Bosc, responsable éditorial :
07 62 78 73 48 – patricia.bosc@bnpparibas-pf.com

Conception éditoriale : Patricia Bosc
Texte : Luc Charbonnier
Données économiques de contexte : C-Ways
Maquette et infographies : Altavia Cosmic

#PROSPECTIVE

Suivez l'actualité de l'Observatoire Cetelem sur :

www.observatoirecetelem.com



@obs_cetelem

LinkedIn  YouTube 

OBSERVATOIRE
Cetelem

